

ABONNEMENT.

Saumur :
Un an. 30 fr.
Six mois 16
Trois mois 8

Poste :
Un an. 35 fr.
Six mois 18
Trois mois 10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^o,
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne. 20 c.
Réclames. — 30
Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^o,
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

17 Mars 1875.

Chronique générale.

Ainsi qu'on le prévoyait, M. d'Audiffret-Pasquier a été nommé président de l'Assemblée.

Voici le résultat du dépouillement :

Nombre de votants,	598
M. d'Audiffret-Pasquier,	418
M. Martel,	30
M. de Laboulaye,	8
Bulletins blancs,	430
Voix perdues,	42

L'élection d'un vice-président aura lieu aujourd'hui.

Les cent trente bulletins blancs proviennent de l'extrême droite, des bonapartistes et d'une fraction de la droite modérée ; et les trente-huit voix Martel-Laboulaye, de l'entourage immédiat de M. Thiers. Ainsi gauche, extrême gauche et majorité du centre gauche, sont restés fidèles à la politique de modération et de conciliation suivie par elles depuis quelque temps.

* *

MM. Léon Say et Dufaure ont énergiquement blâmé la déclaration de M. Buffet. Ils l'ont trouvée banale.

Ces messieurs font tous leurs efforts pour l'expliquer et la justifier ; ils prétendent qu'elle ne devait pas être plus énergique, et qu'eux-mêmes ne devaient pas exiger dans une déclaration ministérielle une sorte de revanche du 24 mai.

* *

La séance tenue par l'Union républicaine a été des plus orageuses ; MM. A. Grévy, Lenoël, Pascal Duprat, ont violemment reproché à M. Gambetta sa nouvelle attitude, ainsi que son parti-pris de faire toutes les concessions absolument contraires à tous ses principes républicains.

On lui reproche d'être le partisan « d'un stathouderat et d'être prêt à accepter un duc quelconque comme président de sa République athénienne. »

La gauche aurait voté tout entière pour M. Jules Grévy, s'il avait accepté la candidature.

* *

On assure que M. Casimir Périer n'a jamais refusé d'être porté à la présidence.

* *

M. Warnier, député de l'Algérie, vient de mourir subitement.

* *

M. Pradié vient d'adresser à divers journaux la lettre suivante :

« Monsieur,

» Permettez-moi, dans l'intérêt du parti conservateur, de compléter les réflexions qui ont fait l'objet de mes précédentes lettres.

» Je disais, dans ces lettres, que la pensée dominante du parti conservateur dans l'Assemblée et hors de l'Assemblée devait être non de se diviser, mais de s'unir. Depuis la déclaration du gouvernement, ce besoin d'union est devenu une question de sa-

lut public. C'est en effet le seul moyen de replacer le maréchal à la tête des conservateurs, en le dégageant de ses compromettants alliés.

» La déclaration de M. Buffet est un cri de détresse. Le maréchal, se sentant mal à l'aise entre les mains de ses alliés, vient de faire un appel à tous les conservateurs de bonne volonté de tous les groupes de l'Assemblée. Que tous les conservateurs, au lieu de se diviser, se groupent donc pour le dégager.

» La situation diffère de tout au tout depuis la déclaration. Avant la déclaration, il semblait qu'il fallait se préparer pour combattre le gouvernement. Depuis la déclaration, il faut s'unir pour l'aider à se replacer à la tête du parti conservateur. La chose sera difficile, mais elle n'est pas impossible. En tout cas, c'est un honneur et un devoir de la tenter. Car qu'arriverait-il si les gauches restaient maîtresses du gouvernement ? Avec son appui, ou tout au moins sa neutralité, elles se débarrasseraient aisément, aux prochaines élections, du centre droit ou des orléanistes. Les gauches les caressent en ce moment pour les faire servir de planche, mais avec l'arrière-pensée de rester les maîtresses du terrain, sous la direction, hélas ! des plus violents, une fois qu'ils auront la victoire.

» C'est donc un devoir, depuis la déclaration, d'encourager le centre droit à revenir à nous, au lieu de l'affaiblir et de le livrer à ses ennemis en le divisant ; c'est de l'aider à se dégager de ses alliés dangereux ; c'est de dégager ainsi le gouvernement ; c'est enfin de ne tenter l'aventure de la dissolution que lorsqu'on aura remplacé le maréchal à la tête du parti conservateur. Pour y réussir, il faut le concours de tous les hommes de bien de tous les groupes. Il ne s'agit plus, en effet, aujourd'hui d'une question de parti, mais, hélas ! d'une question de salut public.

» Ai-je besoin d'ajouter que, depuis la déclaration du gouvernement, je me suis tenu en dehors de tout projet de constituer une nouvelle réunion ? Je pense, au contraire, qu'à partir de ce jour toutes les réunions conservatrices devraient, dans une pensée de salut public, se fondre en une seule, ou tout au moins se concerter en se plaçant franchement et loyalement, en vue des élections, sur le terrain constitutionnel.

» Agréer, etc.,

» P. PRADIÉ,
» Député de l'Aveyron. »

On le voit, M. Pradié reprend son œuvre d'union, et certes nous louons son dessein.

Mais nous disons qu'il est temps, grand temps de reconnaître que l'union se subordonne nécessairement à des convictions sans lesquelles elle n'est qu'un vœu stérile.

Ce qu'on appelle l'union conservatrice n'implique aucune idée d'accord dans les opinions ni dans la conduite ; et c'est ce qui fait l'inutilité des efforts de conservation tentés par des opinions disparates.

C'est aussi ce qui montre combien il a été malheureux qu'on ait rompu la grande unité du parti vraiment conservateur en l'assimilant à dix catégories de partis hétérogènes sous l'appellation vague de partis conservateurs.

Conservateurs ! Tous les partis sont conservateurs. L'impérial est conservateur ; l'orléaniste est conservateur ; le républicain est conservateur ; le communal n'est-il pas aussi conservateur ? Il est conservateur dès

qu'il est maître, car il pose des sentinelles au coin des rues pour qu'on ne touche pas aux ruines qu'il a faites.

Nous nous laissons piper par des mots, et les idées disparaissent.

* *

Le *Journal des Débats* emprunte ce qui suit à la correspondance du *Times* :

« Le projet de loi sur la presse est rédigé. Il se distingue de la législation précédente par les précautions qu'il prend contre les dangers auxquels les mandements de certains évêques exposent le pays. Tout en respectant les libertés garanties par le concordat, le projet tend à contenir cette liberté dans des limites plus étroites et à interdire la publication sans autorisation des mandements par tout autre moyen que l'affichage à la porte des églises et la lecture en chaire. Outre cette disposition spéciale, le projet emprunte des dispositions aux lois sans nombre sur la presse qui sont tombées en désuétude. »

Nous ne supposons pas que le *Journal des Débats* lui-même, quelque désir qu'il en ait, puisse admettre comme sérieuses de telles informations. En ce qui nous concerne, et sans rien savoir d'ailleurs du projet nouveau qui doit régir la presse, nous ne craignons pas d'y opposer le démenti le plus formel, car de telles dispositions, si le ministère actuel n'y devait pas répugner, ne tendraient pas contre les censures de l'Eglise, laquelle saurait défendre, en France comme ailleurs, et même contre le pouvoir s'il devenait persécuteur, son imprescriptible liberté.

* *

On lit dans l'Union :

Nous signalions hier les persécutions exercées contre les carlistes sur notre frontière pyrénéenne.

Aujourd'hui nous avons à dénoncer un fait des plus graves et qui montre à quel point les devoirs de la neutralité sont enfreints par le gouvernement au profit de la cause alphonstiste.

Par une lettre écrite de Cette, nous apprenons que :

2 pièces de canon avec affûts,
2,000 projectiles,

400 quintaux de poudre viennent d'être expédiés de cette ville à Bourg-Madame.

Le gouvernement de Madrid a obtenu du gouvernement français libre passage pour ces canons et ces approvisionnements destinés à la place de Puycerda qui, étant bloquée par les carlistes, ne peut être ravitaillée du côté de l'Espagne.

Nous ne craignons aucun démenti. Le fait est d'une certitude absolue ; nous le livrons à l'appréciation des honnêtes gens de tous les partis.

* *

On écrit de Bayonne :

« Lundi dernier, un violent incendie a éclaté dans les landes communales d'Hasparren, gros bourg du pays basque. Plus de 600 hectares de landes, bois, fougères, sont devenus la proie des flammes.

» Des points élevés de la route de Biarritz, c'est-à-dire à 30 kilomètres environ du foyer de l'incendie, on apercevait distinctement cet immense brasier dont les lueurs rougeâtres couraient sur les flancs des montagnes.

» Les dommages n'ont pu être encore évalués, même approximativement.

* *

On parle d'établir au palais de la Bourse, où se trouve déjà un bureau télégraphique, le point central de l'installation de la télégraphie militaire. L'organisation générale du service militaire télégraphique est en ce moment à l'étude au ministère de la guerre. Cette organisation sera calquée sur celle employée par les armées allemandes pendant la guerre de 1870.

Etranger.

ESPAGNE.

Trahison de Cabrera.

Les journaux demandent ce que c'est que l'aventure du général Cabrera. En voici le détail et les preuves, que nous tenons, hélas ! de M. Cabrera lui-même. La proclamation ci-après et le *convenio* qui l'accompagne sont partis de Paris pour Madrid. Don Alphonse se chargera de les faire parvenir à destination. Il n'ira pas les porter en personne !

M. Cabrera, d'accord avec le gouvernement de Madrid, se déclare chef de l'armée carliste et la livre suivant les conventions approuvées. Il explique ses motifs dans une déclamation où les arguments qui servent en ces occasions sont fort peu rajeunis.

Proclamation au parti carliste.

Je dois et désire expliquer à mon parti l'acte volontaire, spontané et patriotique que je viens d'accomplir en reconnaissant pour roi d'Espagne don Alphonse XII ; plaçant comme soldat la loyauté avant tout, je vais le faire avec une entière franchise...

DIEU et PATRIE et ROI, dit notre bannière. Dieu d'abord, puis la Patrie, enfin le roi. Oublier Dieu, détruire sa patrie pour un roi, c'est déchirer en lambeaux notre bannière, ce n'est pas là ce que je ferai ; comme catholique, comme Espagnol, je ne puis le faire, et parce que la religion et la patrie réclament impérieusement la paix, et parce que la Providence dans ses hauts desseins l'exige...

Je remplis le devoir d'une abnégation féconde avec une conviction profonde, et en acceptant un fait accompli, en reconnaissant don Alphonse XII pour roi, je dépose entre ses mains, pour qu'il le garde et l'honore, le drapeau que j'ai toujours défendu et qui porte inscrits les principes sacrés de de notre sainte cause.

Je n'écrirai point ici le chapitre des fautes commises ; je n'opposerai pas aux insultes, aux calomnies, aux indignités dont j'ai été l'objet, d'amères critiques ou des accusations raisonnables. En tout ce qui se passe je vois un grand malheur, et mon cœur est trop noble pour ne pas respecter l'infortune de mon parti.

Les mêmes causes qui, en 1839 et 1848, ont brisé nos efforts, ont reparu en 1875. Devons-nous toujours soutenir cette lutte sourde, entretenir ce germe de discorde qui condamne notre patrie à un éternel martyre ? Devons-nous prêcher la charité sur des cadavres ? Devons-nous fonder l'ordre sur le désordre ?...

Notre cause a toujours compté d'héroïques soldats, de sublimes martyrs, d'admirables sacrifices ; pourquoi n'avons-nous pas triomphé ?

Permettez-moi de garder un respectueux silence. Mais sur ma parole de *caballero* et

